

Entretien

## « Le printemps arabe, prolongement d'une décolonisation ratée »

Bertrand Badie, professeur des universités à Sciences-Po Paris et auteur de plusieurs ouvrages, dont « Nous ne sommes plus seuls au monde » (La Découverte, mars 2016), est à Beyrouth à l'occasion du colloque « Repenser les relations internationales après les révolutions arabes » à l'USJ. Il commente pour « L'Orient-Le Jour » un nouvel ordre géopolitique mondial, qui s'oppose à une gouvernance occidentale périmée.

Propos recueillis par Samia MEDAWAR

Commençons par votre dernier livre, « Nous ne sommes plus seuls au monde », qui décrit un nouvel ordre international. Quel est-il ?

Plusieurs siècles d'histoire de relations internationales limitaient celles-ci au seul continent européen, avec parfois quelques prolongements vers l'Amérique du Nord ou vers le bassin méditerranéen. Et lorsque l'Amérique du Nord est entrée dans le système international, c'était davantage comme puissance européenne que véritablement comme puissance nord-américaine. Tout ceci, à l'époque de la mondialisation, est porteur d'une grave contradiction : comment peut-on continuer à penser le monde à travers l'Europe et l'Amérique du Nord alors que la mondialisation donne naissance à de nouveaux acteurs, de nouveaux partenaires, de nouveaux enjeux ? Comment peut-on penser la conflictualité internationale quand on sait que l'Europe n'est plus le champ de bataille du monde et que l'essentiel des guerres se développent au Moyen-Orient et en Afrique ? Comment peut-on penser la gouvernance mondiale en la soumettant à un P5, à un G7, qui sont presque intégralement constitués d'anciennes puissances colonisatrices et qui ne sont pas en crise directe avec les parties du monde les plus déstabilisées ? Comment peut-on, enfin, concevoir les relations internationales en donnant la priorité aux grands enjeux stratégiques qui ont fait l'histoire de la vie internationale depuis plusieurs siècles, et en négligeant les grands enjeux sociaux mondiaux, comme l'alimentation, ou les problèmes de santé, et qui sont aujourd'hui déterminants ? Déterminants parce que les guerres nouvelles sont directement liées à la faiblesse du développement humain, parce que la faim dans le monde, par exemple, fait 6 millions de victimes, ce qui est infiniment plus que le terrorisme, et qui montrent bien que ce sont les grandes questions internationales qui sont à la base de la déstabilisation du monde.

Quels sont les événements qui ont permis à ce nouvel

ordre d'émerger ? Le printemps arabe en fait-il partie ?

Je pense que le grand événement qui a marqué la rupture de notre histoire classique des relations internationales a été la décolonisation, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, avec des moments forts, notamment les années 1960 qui ont marqué la décolonisation de l'Afrique. Je pense que c'est cet échec de la décolonisation qui est à l'origine des déstabilisations les plus remarquables que nous constatons aujourd'hui. C'est un triple échec de la décolonisation : tout d'abord, elle s'est traduite par la construction d'États qui, la plupart du temps, n'étaient pas adaptés aux sociétés nouvellement indépendantes. D'autre part, un second effet de cet échec a été l'incapacité d'associer ces nouveaux États à la conduite de la gouvernance mondiale. Le troisième facteur a été l'embrasement conflictuel qui a marqué durement tout cet espace nouvellement acquis aux indépendances.

Si vous prenez le printemps arabe, qui est effectivement un événement majeur, il est dans le prolongement de cette décolonisation ratée, puisqu'il peut être imputé, d'une part, à la faiblesse des institutions politiques dans le monde arabe qui se sont construites au lendemain des indépendances ; et, d'autre part, aussi, à l'incapacité d'intégrer le monde arabe au sein de la gouvernance mondiale. Ces deux événements majeurs, ces deux échecs profonds dans l'histoire particulière du monde arabe, rejoignent en fait les malaises et les échecs qui ont dérivé d'une décolonisation ratée.

À quelles conflictualités l'Occident fait-il face aujourd'hui dans ce cas ?

L'Occident a beaucoup de mal à l'idée que les principaux conflits ne se produisent plus chez lui. L'histoire des relations internationales produites par le monde européen et le monde occidental est liée au fait que les principaux foyers guerriers étaient situés en Europe. Donc les Européens géraient leurs propres guerres avec des succès inégaux, mais toujours dans le respect d'une certaine logique. Après tout, les deux dernières guerres mondiales étaient des guerres d'Européens, menées par les Européens sur des enjeux européens. Si maintenant

les Européens ont tellement de difficultés dans la conduite de la diplomatie mondiale, c'est qu'ils sont amenés à faire face à des conflits qui ne sont plus les leurs, mais ceux des autres, et que personne ne s'est sérieusement demandé s'il est possible de s'approprier, et surtout d'éteindre, le conflit des autres.

Quid du monde arabe ?

Hélas, le monde arabe est l'un des deux pôles majeurs de la conflictualité mondiale. Le premier est un pôle africain, qui va des côtes atlantiques de la Mauritanie jusqu'à la Corne de l'Afrique, et qui descend aussi vers le Congo et l'Afrique centrale. De son côté, le monde arabe, à travers les conflits libyen, syrien, irakien et yéménite, vit cette autre grosse part de la conflictualité. Si on observe ces conflits qui se développent dans le monde arabe, on remarque qu'ils sont imputables à trois faiblesses. La faiblesse des États, qui généralement s'effondrent, et c'est le cas de la Libye, du Yémen, et c'était le cas d'un certain point de vue de l'Irak suite à l'invasion américaine (en 2003). La destruction et l'affaiblissement des nations, et c'était le cas de la Syrie qui vit une sévère crise d'identité nationale. Ou encore, la faiblesse de la société, du développement économique et social, ce qui est le cas plus spécifique du Yémen. Le monde arabe a donc à faire face à des conflits qui ne sont plus tellement des conflits de puissance que des conflits de décomposition et de faiblesse. Tout ceci, dynamisé bien sûr et il ne faut pas l'oublier, par cette matrice qu'a constitué le conflit israélo-palestinien dès 1948, et qui vient en quelque sorte entretenir un climat de violence récurrente dans le monde arabe.

Justement, toute la configuration régionale a beaucoup évolué ces dernières années, en très peu de temps, mais un conflit semble figé depuis des décennies : le conflit israélo-palestinien...

Ce conflit a une double caractéristique. D'abord, sa durée. Cela fait quand même deux tiers de siècle que ce conflit est installé et qu'il n'évolue pas. Non seulement il n'évolue pas vers une solution, mais chaque jour on voit des possibilités de solution reculer. La seconde caractéristique de ce conflit vient du fait qu'il s'est transformé en un conflit entre l'Occident et le Moyen-Orient. Le renforcement incessant de l'alliance entre les États-Unis et Israël, même si elle est quelque peu affaiblie aujourd'hui sous la présidence de Barack Obama, a peu à peu présenté Israël comme étant la pointe avancée de la puissance occidentale au sein du Moyen-Orient. D'un certain point de vue, ce conflit, alimenté aussi par une logique coloniale, vient reproduire les formes classiques et anciennes de



Avril 2011 : un manifestant agitant le drapeau égyptien place Tahrir au Caire.

Photo AFP

conflictualité, et hélas, de ce fait, entretenir un modèle de conflit que l'on aurait pensé périmé.

On a vu la France intervenir militairement dans plusieurs pays (Mali, Syrie, Libye, Centrafrique...). Peut-on parler d'une spécificité française de l'interventionnisme militaire ?

On peut constater effectivement que depuis la fin de la présidence de Jacques Chirac, la France adopte une politique étrangère de plus en plus interventionniste, qui évoquerait une sorte de néoconservatisme soft. Au moment où le pays qui a inventé le néoconservatisme, les États-Unis en l'occurrence, s'en détache, et même devient critique contre ses formes d'intervention, on voit la France la développer de manière assez substantielle et grave. Il y a donc une sorte de néoconservatisme à la française qui fait aujourd'hui figure d'exception devant d'une part les réticences américaines de plus en plus prononcées, et celles à peine voilées de la plupart nos partenaires européens.

Quel défi pose une organisation comme l'État islamique (EI), avec toutes ses ramifications, au monde occidental ? Un parallélisme peut-il être établi avec el-Qaëda ?

Je dirais qu'il y a deux défis majeurs. Le premier, c'est que Daech (acronyme arabe de l'EI) n'est pas un État au sens classique du terme. Je le qualifierais tout simplement d'en-

trepreneur de violence, mais un entrepreneur privé en fait. Les puissances occidentales, nourries depuis des siècles de guerres interétatiques, ont du mal à se définir par rapport à cette forme tout à fait inédite d'acteur international. Le deuxième défi, c'est celui de la territorialisation. Ces guerres qui affectent aujourd'hui le nord de la Mésopotamie sont des guerres qui ne se limitent pas à un champ de bataille, mais ont tendance à essaimer, à se répandre sous forme de réseau jusque dans les profondeurs des sociétés européennes, comme on l'a vu récemment avec les tragiques attentats.

Dès lors, les puissances occidentales font face à une sorte de contradiction insoluble : ces conflits dérivent de la déstabilisation du Moyen-Orient, de facteurs qui n'ont rien à voir avec l'histoire occidentale (effondrement de l'État irakien, guerre civile en Syrie, ...) ; d'autre part, ces entrepreneurs de violence font tout leur possible pour attirer l'Occident dans ces batailles pour donner à leurs actions un sens nouveau de défense d'un monde musulman face à un Occident attaqué. Cette mutation stratégique est une chose très difficile à gérer, et que peut-être certaines puissances occidentales ne savent pas bien prendre en compte, et marquer face à de tels développements le minimum de prudence nécessaire.

El-Qaëda comme Daech sont deux entrepreneurs de violence. Simplement on peut

constater au jour le jour que les méthodes ne sont pas les mêmes. El-Qaëda s'est toujours défendue d'une stratégie territoriale, alors qu'on voit bien que Daech joue la carte de la territorialité, probablement pour des raisons d'opportunité et de conjoncture : Daech a pu bénéficier en quelque sorte de l'effondrement de deux États-nations qui étaient la Syrie et l'Irak, et donc gérer des portions de territoires de ces deux États qui échappaient à leur contrôle. En revanche, el-Qaëda a joué davantage la carte des réseaux et de la transnationalité, parce que s'affichant dans un contexte qui était différent.

La diplomatie occidentale est-elle encore effective aujourd'hui ?

La diplomatie occidentale est face aux défis que j'ai décrits plus haut et qui se traduisent par une présente difficulté de s'adapter à ces années nouvelles. Je pense que la diplomatie occidentale doit absolument revivre là où elle a été atteinte et peut-être quelque peu paralysée. L'intérêt de l'année 2015 est qu'elle a relancé la diplomatie en direction de l'Iran, et même sur le dossier syrien avec des succès encore incertains. Malheureusement, c'était davantage les États-Unis qui étaient en première ligne. C'est maintenant à l'Europe aussi de montrer qu'elle est capable de faire revivre la diplomatie comme Barack Obama et John Kerry ont su le faire côté américain.



Pour Bertrand Badie, si les Européens ont tellement de difficultés dans la conduite de la diplomatie mondiale, c'est qu'ils sont amenés à faire face à des conflits qui ne sont plus les leurs.

Capture d'écran/YouTube

### À l'USJ, les relations internationales après les révolutions arabes

L'Institut des sciences politiques de l'Université Saint-Joseph (campus des sciences sociales, rue Huvelin) organise une conférence internationale les 15 et 16 avril, intitulée « Repenser les relations internationales après les révolutions arabes ». Cette conférence réunira plus de 25 chercheurs dans

le domaine des relations internationales, des experts du Moyen-Orient, des journalistes et des acteurs politiques, afin de stimuler des réflexions et des analyses sur les nouvelles réalités et les défis uniques auxquels est désormais confrontée la région. Les participants se pencheront sur l'interven-

tionnisme, le terrorisme et le contre-terrorisme, la politique et la religion, l'effondrement ou l'affaiblissement des États, la montée des acteurs non étatiques, l'éclatement du cadre territorial né après la Première Guerre mondiale et les nouveaux dilemmes auxquels sont confrontés les décideurs.